

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2241

[2009/202675]

30 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "assuétudes", la dépendance et l'accoutumance engendrées par l'usage abusif :

- a) de produits psychotropes licites ou illicites;
- b) d'alcool ou de tabac;
- c) de jeux;

2° "entourage" : toute personne entretenant des liens privilégiés avec la personne souffrant d'assuétudes;

3° "réseau" : l'ensemble des institutions spécialisées en matière d'assuétudes en particulier et d'aide et de soins en général qui interviennent, de façon simultanée ou successive en faveur des personnes souffrant d'assuétudes ou de leur entourage, ci-après désignées sous le terme de "bénéficiaires", sous forme de concertation institutionnelle;

4° "concertation institutionnelle" : le cadre ou la collaboration entre les institutions, indépendamment d'une situation, pour que leurs professionnels puissent fonctionner ensemble quand le cas le requiert;

5° "intervention" : la création et le développement d'une synergie d'apprentissage, dans une dynamique auto-formative en établissant un contexte facilitant l'émergence de l'intelligence collective au sein d'un groupe de pairs, pour leur permettre d'interroger, d'approfondir et d'améliorer leur pratique professionnelle;

6° "supervision" : l'acte de formation de base ou continue, composée concrètement d'une série d'entretiens entre un membre du personnel des institutions visées à l'alinéa précédent et un tiers disposant d'une expérience utile dans les missions effectuées et des capacités requises pour mener à bien ces entretiens;

Le Gouvernement est habilité à étendre la liste des assuétudes visées au 1° du présent article sur la base de l'évolution des connaissances scientifiques.

Art. 3. Dans tous les actes et autres documents, les publicités et affichages émanant du service, les réseaux et les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ajoutent une mention selon laquelle ils sont agréés et subventionnés par la Région wallonne, à des fins d'information.

CHAPITRE II. — *Des réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes*Section 1^{re} — L'organisation en zones de soins

Art. 4. § 1^{er}. Le territoire de langue française de la Région wallonne est subdivisé en minimum douze zones de soins dont la délimitation géographique est définie par le Gouvernement, en tenant compte des limites territoriales des associations visées à l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques, ci-après désignées sous le terme de "plates-formes de concertation en santé mentale".

Au sein de chaque zone de soins, est constitué un réseau d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, ci-après désigné sous le terme de "réseau".

La concertation institutionnelle du réseau s'inscrit plus largement dans la concertation instituée par les plates-formes de concertation en santé mentale avec lesquelles il collabore et dans toute autre forme de concertation institutionnelle définie par le Gouvernement en fonction de l'évolution des besoins ou de l'organisation des soins et de l'aide.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du présent article, les réseaux implantés dans des zones limitrophes sont autorisés à constituer un seul réseau pour autant qu'ils restent dans les limites territoriales des plates-formes de concertation en santé mentale.

§ 3. Les réseaux qui le souhaitent, peuvent établir des conventions de collaboration visant à renforcer leurs actions mutuelles en faveur des bénéficiaires, au travers de processus de prise en charge concertés.

Le contenu minimal de la convention de collaboration entre les réseaux comporte :

- l'identification des parties;
- l'objet de la collaboration;
- les obligations des parties dont celles relatives aux modalités de communication des informations pertinentes au regard de l'objectif poursuivi par la collaboration;
- le principe du respect du décret et des dispositions prises en exécution de celui-ci;
- la durée de la convention;
- les conditions de résiliation de la convention;
- les instances compétentes en cas de litige.

Les conventions sont communiquées au Gouvernement dans le mois de leur conclusion.

Section 2. — Les missions et le fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. Dans le but d'améliorer la qualité des soins et de favoriser la continuité des prises en charge, le réseau a spécifiquement pour missions :

1° l'identification de l'offre existante en collaboration avec les plates-formes de concertation en santé mentale et de la demande d'aide et de soins en matière d'assuétudes dans la zone de soins où il exerce ses activités;

2° la concertation institutionnelle relative à la répartition des tâches et à leur complémentarité afin de développer une offre cohérente d'aide et de soins dans la zone de soins concernée, en ce compris la prise en charge des situations de crise et d'urgence, quelle que soit la nature de l'assuétude;

3° sur les plans institutionnel et méthodologique, l'appui de l'action des services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, ci-après désigné sous le terme de "services", dans le cadre de la collaboration entre eux et les autres membres du réseau, par la conclusion de conventions ou l'élaboration d'outils communs, sur les aspects suivants :

a) l'accueil et l'information des bénéficiaires;

b) l'accompagnement psychosocial;

c) la prise en charge psychothérapeutique et médicale;

d) les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;

e) la réduction des risques;

4° la collaboration avec la plate-forme de concertation en santé mentale du territoire dans lequel le réseau est inscrit;

5° l'initiation de l'intervision lorsqu'elle n'est pas encore mise en oeuvre au sein de la zone de soins ou son organisation à la demande des membres du réseau.

§ 2. Le réseau garantit à ses membres le respect du secret professionnel.

§ 3. Le Gouvernement précise les modalités d'exercice des missions visées au § 1^{er}.

Art. 6. § 1^{er}. Les réseaux sont organisés sous la forme d'une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou d'une association sans but lucratif, rassemblant les personnes morales qui exercent au sein d'une zone de soins les activités suivantes :

1° l'accueil et l'information des bénéficiaires;

2° l'accompagnement psychosocial;

3° la prise en charge psychothérapeutique et médicale;

4° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;

5° la réduction des risques.

§ 2. Lorsque la zone de soins compte une ville de plus de cent cinquante mille habitants, le réseau est organisé par ladite ville, à moins qu'elle ne décide de déléguer l'organisation du réseau à une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 précitée ou à une association sans but lucratif.

Lorsque le réseau est organisé par une ville, celle-ci s'engage à assurer la concertation institutionnelle pour les institutions ou professionnels exerçant leurs activités au sein du territoire de la zone de soins, dans les mêmes conditions, y compris lorsqu'ils sont installés en dehors de son territoire communal.

Art. 7. Les missions du réseau s'exercent dans le cadre d'un plan d'action qui contient au moins :

1° les objectifs poursuivis;

2° les modalités de mise en oeuvre des objectifs visés au 1°;

3° les critères d'évaluation des actions développées pour atteindre les objectifs.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du plan d'action en y incluant :

1° la communication de l'information entre le réseau et ses membres;

2° l'organisation de la fonction de coordination telle que visée à l'article 9 du présent décret;

3° la gestion financière et la logistique.

Art. 8. § 1^{er}. Le réseau est composé de personnes morales qui exercent des activités dans le domaine des assuétudes majoritairement à l'intérieur de la zone de soins et au moins des services ayant sollicité ou obtenu l'agrément, s'il en existe.

§ 2. Sans que la liste soit limitative et dans l'objectif d'améliorer la concertation institutionnelle, le réseau veille à étendre sa composition aux personnes morales suivantes :

1° les cercles de médecins généralistes visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002;

2° les associations de santé intégrée agréées sur la base du décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

3° les services de santé mentale agréés en vertu du décret du 4 avril 1996 sur l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

4° les centres de coordination de soins et de services à domicile visés par le décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

5° les centres de planning de consultation familiale et conjugale;

6° les établissements de soins visés par la loi sur les hôpitaux coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987 et de ceux visés par la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins;

7° les centres de réadaptation fonctionnelle sous convention avec l'INAMI;

8° la plate-forme de concertation en santé mentale au sein de laquelle s'inscrit l'action du réseau;

9° les associations de bénéficiaires.

§ 3. Le réseau est piloté par un comité, appelé "comité de pilotage" composé des délégués de toute personne morale faisant partie du réseau.

Le comité de pilotage décide des objectifs, approuve les modalités de mise en œuvre de ceux-ci et évalue le plan d'action du réseau.

A défaut de comité de pilotage, ses missions peuvent être exercées par l'assemblée générale de l'association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou de l'association sans but lucratif.

§ 4. Le comité de pilotage est régi par un règlement d'ordre intérieur et désigne, en son sein, le membre qui en assure la présidence.

Le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur est fixé par le Gouvernement en veillant au respect des principes de la concertation institutionnelle et de l'équilibre entre les partenaires.

Le secrétariat du comité de pilotage établit les procès-verbaux qui sont tenus à la disposition du Gouvernement, durant cinq années au plus.

Le comité de pilotage associe à ses travaux toute personne dont la qualification ou les compétences sont nécessaires à l'atteinte de ses objectifs.

§ 5. Toutes les décisions du comité de pilotage requièrent la majorité des voix des membres présents ou représentés dans le groupe des membres du secteur public et la majorité des voix des membres présents ou représentés dans le groupe des membres du secteur privé.

§ 6. Les membres du réseau s'engagent à respecter les conditions suivantes :

1° ils fournissent leurs prestations sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;

2° ils respectent le choix de la nature de la prise en charge opérée par le bénéficiaire;

3° ils travaillent exclusivement pour des bénéficiaires qui font appel de leur propre initiative à leurs services, qu'ils fassent ou non l'objet d'une injonction judiciaire.

§ 7. Toute personne morale qui, dans la zone de soins concernée, est impliquée dans les activités visées par le réseau, a le droit de solliciter sa participation si elle répond aux conditions visées au § 5 et avalise le plan d'action.

Sa demande est examinée et traitée par le comité de pilotage, selon les dispositions du règlement d'ordre intérieur.

Le réseau a le droit de distinguer les qualités de membre effectif et de membre adhérent à ses activités, pour autant que ses statuts ou l'acte fondateur qui en tient lieu le précisent et mentionnent les droits et devoirs respectifs.

Art. 9. Le comité de pilotage se dote d'une fonction de coordination et y désigne la ou les personnes en charge de la fonction, ci-après nommé sous le terme "le coordinateur".

Le coordinateur assure les missions suivantes :

1° l'élaboration et la mise à jour du plan d'action;

2° la mise en œuvre des objectifs liés aux missions du réseau.

Le Gouvernement précise les modalités d'exercice des missions.

Art. 10. En vue de stimuler l'échange des pratiques des réseaux, le Gouvernement organise au moins une fois par an une concertation rassemblant les réseaux, en y conviant les coordinateurs.

Cette concertation porte sur les modalités de réalisation des missions.

Elle fait l'objet d'une convocation adressée au moins quinze jours avant sa tenue.

La convocation comprend la date, l'heure et le lieu de la concertation, les annexes nécessaires à la bonne réalisation des travaux ainsi que la possibilité pour tout réseau d'y ajouter un complément.

L'ordre du jour y est défini. Il est accompagné du procès-verbal de la concertation précédente si celui-ci n'a pas été communiqué antérieurement.

Section 3. — L'agrément

Art. 11. Pour obtenir l'agrément, le pouvoir organisateur du réseau présente un plan d'action dont la mise en œuvre est détaillée conformément aux missions et s'engage à organiser la concertation institutionnelle en faveur de ses membres conformément à la section 1^{re}.

Art. 12. La demande d'agrément comporte :

1° l'identification du pouvoir organisateur;

2° l'indication de la zone de soins au sein de laquelle il inscrit son activité;

3° le plan d'action du réseau avalisé par le comité de pilotage.

Le Gouvernement précise le contenu, les modalités d'introduction et de traitement de la demande d'agrément.

Art. 13. § 1^{er}. L'agrément est accordé à durée indéterminée par le Gouvernement dès lors qu'il est constaté que les normes sont respectées ou, pour celles qui ne peuvent l'être qu'après l'obtention de l'agrément, qu'elles font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de la demande d'agrément concernent :

a) la forme juridique du pouvoir organisateur;

b) l'établissement du plan d'action.

Les obligations qui font l'objet d'un engagement de la part du pouvoir organisateur sont celles relatives à l'exercice des missions et au fonctionnement ainsi qu'à la mise à jour du plan d'action visés à la section 2 du chapitre II.

§ 2. A tout moment, l'agrément peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou de celles fixées en application de celui-ci.

Art. 14. Le Gouvernement précise les procédures d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément.

Art. 15. Chaque réseau dispose d'un agrément sous la forme d'un document spécifiant la zone de soins dans laquelle il inscrit son action.

Le plan d'action fait partie intégrante de l'agrément.

Toute modification du plan d'action est approuvée au Gouvernement selon les modalités que celui-ci définit.

Art. 16. Le réseau peut être agréé indépendamment de l'existence préalable de services dans sa zone de soins.

Section 4. — Les subventions

Art. 17. Dans les limites des disponibilités budgétaires, les subventions sont allouées au prorata du nombre d'habitants de chacune des zones de soins avec un montant minimum fixé à 30.000 euros.

CHAPITRE III. — Les fédérations

Section 1^{re} — La reconnaissance des fédérations

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, au moins, une fédération aux fins de remplir les missions suivantes :

- la concertation entre ses membres en vue de promouvoir et de soutenir la qualité des activités;
- la représentation des réseaux et des services de manière collective ou, lorsque ceux-ci en font la demande, de manière individuelle;
- le développement d'échanges et de réflexions entre ses membres et de la participation à l'information et à la sensibilisation de ceux-ci;
- l'établissement de liens avec d'autres fédérations de même objet.

§ 2. La fédération qui souhaite être reconnue est organisée sous forme d'une association sans but lucratif.

Elle fournit :

1° l'identification du pouvoir organisateur;

2° la liste de ses membres;

3° le programme d'activités reprenant la manière dont les missions mentionnées au paragraphe précédent seront réalisées en termes de contenu, d'objectifs, d'évaluation de l'atteinte de ceux-ci sous la forme d'indicateurs et de budget.

La reconnaissance est d'une durée de quatre ans. Elle est renouvelable.

§ 3. Un appel à déposer la demande de reconnaissance est publié au *Moniteur belge*, accompagné d'un formulaire établi par le Gouvernement.

Le Gouvernement en accuse réception dans le délai qu'il détermine et transmet les demandes à la Commission permanente de la Santé instituée au sein du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, pour avis.

Dès réception de l'avis, le Gouvernement dispose d'un délai de deux mois pour statuer.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de renouvellement de la reconnaissance.

Le dossier soumis à la Commission permanente de la Santé visée à l'article 53 du décret du 6 novembre 2008 visé par le décret du 6 novembre 2008 portant la rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, est complété par l'évaluation des objectifs atteints et non atteints.

§ 4. La décision de reconnaissance comporte le programme d'activités approuvé par le Gouvernement pour la période de reconnaissance.

Celui-ci peut être modifié en cours de période de reconnaissance, au moyen d'une convention.

Section 2. — Les subventions et l'évaluation

Art. 19. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue des subventions aux fédérations reconnues qui ne peuvent être inférieures à 15.000 euros pour l'ensemble des fédérations.

Ce montant est indexé conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2. Les subventions sont versées sous la forme d'une avance équivalent à 80 % du montant au plus tard le 1^{er} mars de l'exercice et le solde à l'issue du contrôle de leur utilisation.

Art. 20. Lorsque la fédération est reconnue, elle se soumet à l'évaluation organisée annuellement par le Gouvernement.

L'évaluation est menée sous la présidence du Gouvernement sur la base du rapport d'activités dont une copie est adressée au Parlement pour information.

Les modalités consistent à :

- évaluer les moyens affectés aux missions et le contenu des actions réalisées;
- mesurer les objectifs atteints et non atteints sur la base des indicateurs repris dans le programme d'activités.

Les subventions allouées couvrent des dépenses de personnel et de fonctionnement dont la nature est précisée par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Les services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes*

Section 1^{er} — Missions et fonctionnement

Art. 21. § 1^{er}. En sus de l'accueil et de l'information, le service exerce de manière spécifique et en faveur des bénéficiaires au moins une des missions suivantes :

- 1° l'accompagnement psychosocial;
- 2° la prise en charge psychothérapeutique et médicale;
- 3° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière;
- 4° la réduction des risques.

Ces missions s'exercent dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.

La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins du bénéficiaire, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service, dans le réseau ou en dehors de celui-ci pour apporter la réponse la plus adéquate.

Elle est exercée à la fois dans le cadre du service et des relations au sein du réseau.

Elle fait l'objet d'un accord de la part du bénéficiaire, de préférence sous forme écrite et révocable à tout moment.

Le service assure sous la forme d'une mission accessoire et à la demande, la supervision et l'intervision du personnel d'institutions appartenant au réseau, lorsqu'il existe.

§ 2. Les missions s'exercent sous forme ambulatoire.

§ 3. Le Gouvernement précise les modalités d'exercice des missions visées au § 1^{er} du présent article dans le respect de la liberté thérapeutique et de celui de la protection de la vie privée.

Art. 22. § 1^{er}. La mission d'accueil et d'information visée à l'article 21, § 1^{er}, est organisée de manière efficiente afin que tout bénéficiaire reçoive une réponse à sa demande, dans le meilleur délai.

Elle comporte au moins :

- 1° l'analyse de la demande;
- 2° au besoin, l'orientation vers un autre service répondant à la définition du présent décret, toute autre institution d'aide ou de soins ou tout professionnel, dont la réponse est mieux adaptée.

Elle est organisée en partageant les ressources au sein du réseau.

Par le terme de "ressources", il faut comprendre les outils méthodologiques destinés à l'analyse ou les sources d'information.

§ 2. Lorsque dans la zone de soins, à la suite de l'analyse de la demande, il apparaît qu'aucune réponse ne correspond à la demande ou au libre choix du bénéficiaire, la demande est orientée en fonction de ses particularités ou du choix du bénéficiaire.

Art. 23. La mission d'accompagnement psychosocial visée à l'article 21, § 1^{er}, 1°, assure, aussi longtemps que nécessaire et avec l'accord du bénéficiaire, un suivi individualisé, en concertation avec l'ensemble des acteurs du soin et de l'aide.

Dès lors que le bénéficiaire a marqué son accord sur la proposition d'accompagnement, qu'il s'agisse d'une personne souffrant d'assuétudes ou de son entourage, la mission visée au présent article tend à l'organisation de la réponse, l'amélioration de la situation et au rétablissement et à la réinsertion psychosociale, en l'accompagnant tout au long du parcours.

Art. 24. La mission relative à la prise en charge psychothérapeutique et médicale mentionnée à l'article 18, § 1^{er}, 2°, comporte l'organisation de consultations dans le cadre ambulatoire à destination des bénéficiaires ou, à tout le moins, la collaboration avec des membres du réseau pour leur organisation.

Art. 25. La mission de réduction des risques visée à l'article 21, § 1^{er}, 4°, est remplie dès lors que le service organise des activités visant à réduire les dommages liés à la consommation et à ce que le bénéficiaire dispose d'une qualité de vie et de santé conforme à et respectueuse de ses choix.

Art. 26. En vue d'exercer les missions visées à l'article 21, le service intègre ses activités au sein de celles du réseau de la zone de soins dans laquelle il inscrit son action.

Il autorise la participation de son personnel à des activités de supervision et d'intervision dans le but d'améliorer les pratiques.

Art. 27. § 1^{er}. Les missions du service s'exercent dans le cadre d'un plan d'action qui se compose au moins des parties suivantes :

- 1° l'environnement du service en termes territorial et institutionnel;
- 2° l'organisation générale du service détaillée pour chacune des missions;
- 3° les objectifs;
- 4° les actions découlant des objectifs;
- 5° l'évaluation sous forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.

Les indicateurs mesurent l'écart entre l'objectif et les actions mises en œuvre.

Le pouvoir organisateur qui introduit la demande d'agrément, est responsable de la définition du plan d'action et de sa mise en œuvre.

§ 2. Le Gouvernement précise le contenu minimal du plan d'action en y incluant :

1° l'organisation de la réponse et de la prise en charge, en particulier la définition de la concertation pluridisciplinaire et si le service est intégré dans une institution organisant d'autres activités à destination de personnes susceptibles d'être des bénéficiaires, la répartition des tâches entre le personnel du service et celui qui est financé sur la base d'autres dispositions;

2° la communication, en particulier, d'une part, les activités qui assurent la visibilité de l'action du service et, d'autre part, la communication de toute information pertinente par rapport aux activités menées entre le service et les autres membres du réseau ou au réseau lui-même;

3° les ressources affectées, quelle que soit leur nature.

Section 2. — L'agrément

Art. 28. Pour bénéficier de l'agrément, le service est organisé par une autorité publique ou une association sans but lucratif et exerce ses activités sur le territoire de la région de langue française.

Art. 29. La demande d'agrément est introduite par le pouvoir organisateur du service auprès du Gouvernement.

Ce dossier comporte au moins :

1° l'identification du pouvoir organisateur;

2° l'indication de la zone de soins au sein de laquelle il choisit d'inscrire son activité, à titre principal;

3° la taille de la population desservie;

4° l'indication des missions pour lesquelles l'agrément est sollicité;

5° le plan d'action du service, détaillé selon les missions sollicitées.

Le Gouvernement précise le contenu, les modalités d'introduction et de traitement de la demande d'agrément.

Art. 30. L'agrément est accordé à durée indéterminée par le Gouvernement dès lors qu'il est constaté que les normes sont respectées ou, pour celles qui ne peuvent l'être qu'après l'obtention de l'agrément, qu'elles font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de la demande d'agrément concernent :

- la forme juridique du pouvoir organisateur;

- l'établissement du plan d'action.

Les obligations qui font l'objet d'un engagement de la part du pouvoir organisateur sont relatives à l'exercice des missions et au fonctionnement visés à la section 1^{ère} du présent chapitre.

Art. 31. Chaque service dispose d'un agrément sous la forme d'un document précisant les missions pour lesquelles il est accordé, la population desservie, le lieu des activités et la zone de soins dans laquelle il inscrit son action à titre principal.

A tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en application de celui-ci.

Art. 32. Le Gouvernement précise les procédures d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément.

Art. 33. § 1^{er}. Le service peut être agréé indépendamment de l'existence préalable d'un réseau dans sa zone de soins.

§ 2. En l'absence de réseau, la plate-forme de concertation en santé mentale dans le territoire de laquelle est inscrite la zone de soins, peut obtenir un agrément dans les mêmes conditions qu'un réseau et aussi longtemps qu'aucun réseau n'est agréé.

Dans ce cas, les modalités pratiques de transfert d'activités de la plate-forme de concertation en santé mentale au réseau agréé sont définies dans une convention.

§ 3. Lorsque aucune demande d'agrément en qualité de réseau n'a été introduite et que deux services sont agréés au sein de la même zone de soins, ils disposent d'un délai de deux ans à dater de l'agrément le plus récemment accordé pour constituer un réseau ou s'intégrer dans celui institué en application du paragraphe précédent.

Au terme de ce délai, en cas de constat d'échec, les services perdent leur agrément.

§ 4. Dans l'éventualité où les acteurs de terrain, quels qu'ils soient, ne créent ni réseau, ni service dans une zone de soins, le Gouvernement est habilité à confier cette organisation à une autre zone de soins limitrophe déjà instituée et qui en fait la demande, pour autant qu'il s'agisse d'une zone de soins inscrite sur le territoire de la même plate-forme de concertation en santé mentale.

§ 5. Lorsque la zone de soins compte une ville de plus de cent cinquante mille habitants et que celle-ci n'a pris aucune initiative pour constituer le réseau au terme d'une période de deux ans, les services agréés sont autorisés par décision préalable du Gouvernement à constituer un réseau en vue de son agrément.

Section 3. — Les subventions

Art. 34. Dans les limites des disponibilités budgétaires, le Gouvernement octroie des subventions aux services agréés.

Le service agréé bénéficie de l'octroi de subventions pour la zone de soins dans laquelle il exerce son activité à titre principal.

Art. 35. Les subventions sont calculées en tenant compte du nombre d'habitants de la zone de soins, sans que, pour l'ensemble des services agréés dans la zone de soins, elles ne puissent être inférieures à 125.000 euros par exercice budgétaire.

Le Gouvernement affecte le montant à chaque service agréé, sur la base d'indicateurs d'activités qu'il définit selon les missions exercées, les modalités de leur exercice et la taille de la population desservie par chaque service agréé conformément au plan d'action.

Les indicateurs d'activités portent au moins sur le nombre de prises en charge prises en compte individuellement, la nature de celles-ci sur la base de l'article 5, § 1^{er}, 3^o, la durée et la périodicité des interventions dans le cadre de la prise en charge.

Ils sont précisés par le Gouvernement après concertation menée conformément à l'article 10, dans un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent décret et entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'exercice qui suit leur définition.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes*

Section 1^{re}. — La liquidation des subventions, leur contrôle et la comptabilité

Art. 36. Les réseaux et les services agréés utilisent les subventions pour couvrir des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement de l'exercice.

Les éventuels investissements font l'objet d'un amortissement selon les règles définies par le Gouvernement.

L'exercice se définit comme la période s'écoulant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le Gouvernement définit les procédures et les délais pour la justification de la subvention, ainsi que la nature des dépenses admissibles.

Art. 37. Les subventions sont liquidées à concurrence de :

1^o une avance de 80 % , au plus tard, le 1^{er} mars de l'exercice pour lequel elles sont attribuées;

2^o le solde, à l'issue du contrôle de l'utilisation de la subvention, lors de l'exercice suivant.

L'examen de la justification de l'utilisation de la subvention ne suspend pas le versement de l'avance suivante, sauf lorsque le réseau ou le service n'a pas remis les documents y afférents selon les procédures ou dans les délais définis par le Gouvernement.

Art. 38. Les subventions sont indexées conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Les indexations intervenues au cours de l'exercice sont prises en compte lors de la liquidation du solde de la subvention.

Art. 39. Le réseau ou le service agréé qui fait valoir ses droits aux subventions tient une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de sa gestion et transmet les données comptables et financières au Gouvernement dans les formes et délais fixés par ce dernier.

Le Gouvernement définit le plan comptable applicable à la fédération, aux réseaux et aux services.

Section 2. — L'évaluation et le contrôle

Art. 40. L'évaluation qualitative et le contrôle administratif et financier des réseaux et des services agréés, sont exercés par les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

Ils ont libre accès aux locaux du réseau ou du service et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 41. Lorsque le service ou le réseau est agréé, il se soumet à l'évaluation organisée par le Gouvernement.

Les modalités et la périodicité de l'évaluation sont déterminées par le Gouvernement, sur la base du plan d'action et le respect des dispositions adoptées par ou en application du présent décret, sans que la périodicité soit inférieure à deux ans.

Art. 42. En cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait d'agrément.

La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions.

L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que délibérément le pouvoir organisateur n'a pas mis en œuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent décret.

Art. 43. En cas de non-respect des dispositions du présent décret et de celles prises en exécution de celui-ci, le Gouvernement notifie au réseau ou au service les manquements constatés et fixe un délai dans lequel ce dernier est tenu d'y remédier.

Si, au terme de ce délai, le réseau ou le service n'a pas donné suite à la notification, une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément lui est adressée par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Art. 44. § 1^{er}. Chaque année, à l'issue de l'exercice, le service ou le réseau transmet au Gouvernement un rapport d'activités dont le contenu se fonde sur le plan d'action et sa réalisation.

Ce rapport est complété, le cas échéant, par une mise à jour du plan d'action.

Le Gouvernement établit un modèle de rapport d'activités, dans le cadre de la concertation visée à l'article 10 du présent décret au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent décret.

Si, au terme de cette période, aucune concertation n'a pu aboutir, le Gouvernement est habilité à définir le contenu du rapport d'activités.

§ 2. La périodicité peut être revue par le Gouvernement, pour tout ou partie du rapport d'activités, en fonction d'une évaluation de la pertinence de celle-ci qu'il initie.

§ 3. Le Gouvernement fixe le délai et les modalités de transmission du rapport d'activités à ses Services.

Section 3. — Les collectes de données socio-épidémiologiques

Art. 45. § 1^{er}. Pour exercer ses missions, le réseau veille à l'organisation du recueil des données socio-épidémiologiques concernant les bénéficiaires, en concertation avec ses membres.

Cette collecte a pour objectifs :

a) l'établissement du profil de la population qu'il dessert et, sur la base de ces données, l'orientation du plan d'action du réseau et ceux de ses membres;

b) l'alimentation des recherches et des analyses au niveau de l'ensemble de la région de langue française;

c) le respect des obligations de la Région wallonne à l'égard d'autres autorités.

Les données recueillies sont rendues anonymes selon les modalités définies par le Gouvernement.

Elles permettent d'identifier au moins les caractéristiques sociologiques de la population prise en charge, l'accessibilité du lieu d'activités, le parcours et le réseau d'aide et de soins du bénéficiaire, la nature des assuétudes rencontrées dans la population des bénéficiaires et leur prévalence, en liaison avec les données précitées.

Le Gouvernement définit la liste minimale des données faisant l'objet du recueil, les modalités de l'enregistrement, de conservation et de communication des données, dans le cadre de la concertation menée en application de l'article 10.

§ 2. Lorsque les résultats des recherches et des analyses des données sont connus, une information à destination des réseaux et des services est organisée par le Gouvernement sous la forme la plus adéquate, afin d'améliorer la qualité du recueil, de leur permettre de se situer par rapport à l'ensemble des réseaux et services agréés sur le territoire de langue française et de mieux orienter l'exercice de leurs missions.

CHAPITRE VI. — Des bénéficiaires

Art. 46. Le service agréé est tenu d'accepter toute demande, sans condition préalable d'affiliation à une quelconque structure ou, s'il est organisé par un pouvoir organisateur offrant d'autres prestations, de recours exclusif à ses services, dans le respect du libre choix du bénéficiaire.

Art. 47. Lors de l'accueil, le bénéficiaire reçoit un document d'information reprenant :

1° la méthodologie du service agréé auquel il fait appel;

2° toute donnée utile à sa prise en charge et à sa participation à celle-ci;

3° le coût éventuellement mis à charge du bénéficiaire;

4° la mention de l'agrément accordé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du document d'information.

Art. 48. Le bénéficiaire est associé à toute décision qui le concerne.

Art. 49. § 1^{er}. Pour chaque prise en charge, il est constitué un dossier individuel contenant les données utiles à celle-ci et à la continuité des soins, dans le respect des règles déontologiques et de protection de la vie privée.

Le Gouvernement précise le contenu minimal du dossier individuel.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés au moins cinq ans après leur clôture, sous la responsabilité du pouvoir organisateur ou de la personne qu'il désigne à cette fin.

§ 2. Sur sa demande et sans préjudice d'autres dispositions, le bénéficiaire a accès à son dossier individuel et peut désigner un prestataire de soins extérieur au service ou toute autre personne de confiance pour en prendre connaissance.

Art. 50. § 1^{er}. Le service réclame au bénéficiaire, le cas échéant, à ses représentants légaux ou directement aux organismes intéressés, les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

Des consultations gratuites peuvent être données sur la base d'un règlement interne qui en fixe les modalités.

Le règlement interne ainsi que toute modification de celui-ci sont transmis au Gouvernement, selon les modalités et délais qu'il définit.

§ 2. Pour les prestations prévues par la loi du 9 août 1963 coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, l'intervention financière de l'assurance est réclamée soit sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur la base du forfait prévu à l'article 52 de l'arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de ladite loi.

Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée du bénéficiaire assuré ou de son représentant légal en dehors de celles prévues à l'article 37 de ladite loi.

Si l'intervention financière de l'assurance fait défaut, l'intervention personnelle du bénéficiaire est fixée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

Art. 51. Le service réclame, pour les prestations du personnel non médical, une intervention financière en respectant des modalités et un tarif maximum fixés par le Gouvernement.

Ce tarif est indexé conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 52. Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les locaux du service et énoncés dans les documents d'information qu'il publie.

CHAPITRE VII. — *Le cadastre de l'offre en assuétudes et l'information du public*

Art. 53. Tous les deux ans, le Gouvernement publie un rapport de synthèse, faisant état de l'offre des services et des réseaux et de la manière dont cette offre s'est déployée.

Le rapport de synthèse, désigné sous le terme de "cadastre de l'offre en assuétudes", fait l'objet d'une communication adaptée à destination des services et des réseaux, selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le cadastre de l'offre en assuétudes est transmis au Parlement par le Gouvernement.

Art. 54. Le Gouvernement tient à la disposition du public, qu'il soit général ou professionnel, la liste des réseaux et des services agréés, reprenant le territoire d'intervention de chacun d'eux et la définition de leur offre sous la forme la plus adaptée.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 55. § 1^{er}. Le réseau ou le service agréé en vertu du décret du 27 novembre 2003, introduit une nouvelle demande d'agrément dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

La demande est obligatoirement complétée endéans cette période par le plan d'action.

A défaut, il n'est plus agréé au terme de la période de six mois précitée.

§ 2. Dès l'introduction de sa demande d'agrément, le réseau ou le service dispose d'un agrément provisoire de six mois au cours duquel il se met en conformité avec les normes visées respectivement au chapitre II, section 2, et au chapitre IV, section 1^{re}.

Le Gouvernement dispose d'un délai de six mois pour examiner les demandes d'agrément.

Si, au terme de ce délai, aucune décision n'est intervenue, les pouvoirs organisateurs concernés maintiennent leur droit aux subventions allouées pour les frais de personnel et de fonctionnement sur la base du décret du 27 novembre 2003 jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande.

§ 3. Dans l'attente de la définition des indicateurs d'activités visés à l'article 35, les subventions continuent à être allouées sur la base du décret du 27 novembre 2003.

§ 4. Par dérogation à l'article 17 du présent décret, pour le premier exercice d'application du présent décret, le montant total des subventions allouées aux réseaux est plafonné au montant total dont auraient bénéficié les réseaux si tous avaient été agréés et subventionnés sur la base du décret du 27 novembre 2003 au 31 décembre de l'année antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 56. Le décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins spécialisés en assuétudes est abrogé.

Art. 57. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et, au plus tard, le 1^{er} janvier 2010. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 976 (2008-2009). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2241

[2009/202675]

30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "verslavingen", afhankelijkheid en gewenning wegens overmatig gebruik van :

a) geoorloofde of ongeoorloofde psychotrope producten;

b) alcohol of tabak;

c) spelen;

2° "entourage" : elke persoon die bevoorrechte relaties onderhoudt met de persoon die aan verslavingen lijdt;

3° "netwerk" : het geheel van de instellingen gespecialiseerd in verslavingen, in het bijzonder, en inzake hulp- en zorgverlening, in het algemeen, die gelijktijdig of achtereenvolgend tussenkomen ten gunste van de personen die aan verslavingen lijden of van hun entourage, hierna "begunstigden", in de vorm van institutioneel overleg;

4° "institutioneel overleg" : het kader of de samenwerking tussen de instellingen, los van een toestand, opdat hun vakmensen desnoods kunnen samenwerken;

5° "intervisie" : de creatie en de ontwikkeling van een opleidingssynergie, in een dynamiek van zelfopleiding door het scheppen van een context waarin de collectieve intelligentie binnen een groep van gelijken makkelijk aan de dag kan treden, zodat hen de mogelijkheid gegeven wordt om hun beroepspraktijk te onderzoeken, te verdiepen en te verbeteren;

6° "supervisie" : de handeling inzake de basis- of voortgezette opleiding, meer bepaald een reeks gesprekken tussen een personeelslid van de instellingen bedoeld in het vorige lid en een derde met een nuttige ervaring in de uitgevoerde opdrachten en met de vereiste capaciteiten om die gesprekken tot een goed eind te brengen;

De Regering is bevoegd om de lijst van de in 1° van dit artikel bedoelde verslavingen uit te breiden op basis van de evolutie van de wetenschappelijke kennis.

Art. 3. De zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten gespecialiseerd in verslavingen voorzien ter informatie alle akten en andere stukken, advertenties en aanplakkingen die van de dienst uitgaan van een melding waaruit blijkt dat ze door het Waalse Gewest erkend zijn en gesubsidieerd worden.

HOOFDSTUK II. — *Zorg- en hulpverleningsnetwerken gespecialiseerd in verslavingen**Afdeling 1. — Organisatie in zorgzones*

Art. 4. § 1. Het Franstalige grondgebied van het Waalse Gewest wordt in minstens twaalf zorgzones onderverdeeld. De geografische afbakening wordt door de Regering bepaald met inachtneming van de territoriale grenzen van de verenigingen bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten, hierna "overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg" genoemd.

Binnen elke zorgzone wordt een in verslavingen gespecialiseerd zorg- en hulpverleningsnetwerk opgericht, hierna "netwerk" genoemd.

Het institutioneel overleg van het netwerk ligt in ruimere mate in de lijn van het overleg ingesteld door de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg waarmee het samenwerkt en van elke andere vorm van institutioneel overleg bepaald door de Regering naar gelang van de evolutie van de behoeften of van de organisatie van de zorg- en hulpverlening.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, van dit artikel, mogen de in de aangrenzende zones gevestigde netwerken één enkel netwerk vormen voor zover ze binnen de territoriale grenzen van de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg blijven.

§ 3. De netwerken die het wensen mogen via overlegde tenlastenemingsprocessen samenwerkingsovereenkomsten sluiten om hun wederzijdse acties ten gunste van de begunstigden te intensifiëren.

De samenwerkingsovereenkomst tussen de netwerken bevat minstens :

- de identificatie van de partijen;

- het voorwerp van de samenwerking;

- de plichten van de partijen, o.a. die betreffende de modaliteiten voor de verstrekking van relevante informatie t.o.v. van de doelstelling die door de samenwerking nagestreefd wordt;

- het beginsel van de naleving van het decreet en van de bepalingen genomen ter uitvoering ervan;

- de duur van de overeenkomst;

- de voorwaarden van opzegging van de overeenkomst;
- de bevoegde instanties in geval van geschil.

De overeenkomsten worden aan de Regering meegedeeld binnen de maand waarin ze gesloten worden.

Afdeling 2. — Opdrachten en werking

Art. 5. § 1. Om de kwaliteit van de zorg- en hulpverlening te verbeteren en om de continuïteit van de tenlastenemingen te bevorderen vervult het netwerk de volgende specifieke opdrachten :

1° de identificatie van het bestaande aanbod in samenwerking met de overlegplatforms inzake geestelijke gezondheidszorg en van de vraag naar hulp- en zorgverlening inzake verslavingen in de zorgzone waar het zijn activiteiten uitoefent;

2° het institutioneel overleg betreffende de verdeling van de taken en de complementariteit ervan om een coherent zorg- en hulpverleningsaanbod in de betrokken zorgzone te ontwikkelen, inclusief de tenlasteneming van crisis- en noodtoestanden, ongeacht de aard van de verslaving;

3° op institutioneel en methodologisch vlak, de ondersteuning van de actie van de hulp- en zorgverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen, hierna "diensten" genoemd, in het kader van de samenwerking tussen hen en de overige leden van het netwerk, door het sluiten van overeenkomsten of het uitwerken van gemeenschappelijke instrumenten, wat de volgende domeinen betreft :

- a) onthaal van en informatieverstrekking aan de begunstigden;
 - b) psychosociale begeleiding;
 - c) psychotherapeutische en medische tenlasteneming;
 - d) de zorgverlening, o.a. minstens de vervangende zorgverlening, de ontwenningsskuren, de residentiële tenlasteneming of de tenlasteneming in een ziekenhuis;
 - e) de vermindering van de risico's;
- 4° de samenwerking met het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg van het grondgebied waar het netwerk ingeschreven is;

5° het opstarten van de intervisie wanneer ze nog niet ten uitvoer is gelegd binnen de zorgzone of de organisatie ervan op verzoek van de leden van het netwerk.

§ 2. Het netwerk garandeert al haar leden dat het beroepsgeheim in acht genomen wordt.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in § 1.

Art. 6. § 1. De netwerken worden georganiseerd in de vorm van een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van een vereniging zonder winstoogmerk en verenigen de rechtspersonen die binnen een zorgzone de volgende activiteiten uitoefenen :

- 1° onthaal van en informatieverstrekking aan de begunstigden;
- 2° psychosociale begeleiding;
- 3° psychotherapeutische en medische tenlasteneming;
- 4° de zorgverlening, o.a. minstens de vervangende zorgverlening, de ontwenningsskuren, de residentiële tenlasteneming of de tenlasteneming in een ziekenhuis;
- 5° de vermindering van de risico's.

§ 2. Wanneer de zorgzone een stad van meer dan honderdvijftigduizend inwoners telt, wordt het netwerk door die stad georganiseerd, tenzij ze beslist om de organisatie van het netwerk te delegeren aan een vereniging bedoeld in voornoemde wet van 8 juli 1976 of aan een vereniging zonder winstoogmerk.

Wanneer het netwerk door een stad georganiseerd wordt, verbindt die stad zich ertoe het institutioneel overleg te waarborgen voor de instellingen of de vakmensen die hun activiteiten binnen het grondgebied van de zorgzone uitoefenen, onder dezelfde voorwaarden, ook wanneer ze buiten het gemeentelijke grondgebied gevestigd zijn.

Art. 7. De opdrachten van het netwerk worden uitgeoefend in het kader van een actieplan dat minstens de volgende gegevens bevat :

- 1° de nagestreefde doelstellingen;
- 2° de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de doelstellingen bedoeld in 1°;
- 3° de criteria voor de evaluatie van de acties ontwikkeld om de doelstellingen te halen.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van het actieplan en neemt er het volgende in op :

- 1° de uitwisseling van de informatie tussen het netwerk en de leden ervan;
- 2° de organisatie van de coördinatiefunctie zoals bedoeld in artikel 9 van dit decreet;
- 3° het financieel beheer en de logistiek.

Art. 8. § 1. Het netwerk is samengesteld uit rechtspersonen die activiteiten inzake verslavingen uitoefenen, in meerderheid binnen de zorgzone, en minstens uit de diensten die de erkenning hebben aangevraagd of verkregen, indien ze bestaan.

§ 2. Zonder lijstbeperking en met het oog op een beter institutioneel overleg zorgt het netwerk ervoor om zijn samenstelling tot de volgende rechtspersonen uit te breiden :

- 1° de huisartskringen bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli 2002;
- 2° de geïntegreerde gezondheidsverenigingen erkend op basis van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

3° de diensten voor geestelijke gezondheidszorg erkend krachtens het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

4° de centra voor de coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

5° de centra voor levens- en gezinsvragen;

6° de verzorgingsinrichtingen bedoeld in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en die bedoeld in de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging;

7° de centra voor functionele heraanpassing die een overeenkomst met het RIZIV gesloten hebben;

8° het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg in het kader waarvan de actie van het netwerk past;

9° de verenigingen van begunstigden.

§ 3. Het netwerk wordt gestuurd door een comité, met name het "sturingscomité", dat samengesteld is uit de afgevaardigden van elke rechtspersoon die deel uitmaakt van het netwerk.

Het sturingscomité bepaalt de doelstellingen, keurt de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging ervan goed en evalueert het actieplan van het netwerk.

Bij gebrek aan sturingscomité kunnen zijn opdrachten vervuld worden door de algemene vergadering van de vereniging bedoeld in bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 4. Het sturingscomité wordt geregeld op grond van een huishoudelijk reglement en wijst binnen zijn midden het lid aan dat het voorzitterschap zal waarnemen.

De minimuminhoud van het huishoudelijk reglement wordt door de Regering bepaald met inachtneming van de beginselen van het institutioneel overleg en van het evenwicht tussen de partners.

De notulen worden door het secretariaat van het sturingscomité opgemaakt en gedurende hoogstens vijf jaar ter beschikking gesteld van de Regering.

Het sturingscomité betreft bij zijn werkzaamheden elke persoon wiens kwalificatie of bevoegdheden nodig zijn om de doelstellingen te halen.

§ 5. Alle beslissingen van het sturingscomité vereisen de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden of van de leden vertegenwoordigd binnen de groep van de leden van de openbare sector en de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden of van de leden vertegenwoordigd binnen de groep van de leden van de privé sector.

§ 6. De leden van het netwerk verbinden zich ertoe aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° ze verstrekken hun diensten zonder onderscheid van geslacht, ras, taal, godsdienst, overtuiging of maatschappelijke herkomst;

2° ze respecteren de keuze van de aard van de tenlasteneming die door de begunstigde wordt gemaakt;

3° ze werken uitsluitend voor begunstigden die op eigen initiatief een beroep op hun diensten doen, ongeacht of ze al dan niet het voorwerp van een rechterlijk bevel uitmaken.

§ 7. Elke rechtspersoon die in de bedoelde zorgzone betrokken is bij de activiteiten waarop het netwerk gericht is, heeft het recht om zijn deelneming aan te vragen indien hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in § 5 en het actieplan goedkeurt.

Zijn aanvraag wordt door het sturingscomité onderzocht en behandeld volgens de voorschriften van het huishoudelijk reglement.

Het netwerk heeft het recht om een onderscheid te maken tussen de hoedanigheid van gewoon lid en die van lid dat met zijn activiteiten instemt, voor zover dat recht, alsook de respectieve rechten en plichten, vermeld worden in de statuten of in de stichtingsakte die ermee gelijkgesteld wordt.

Art. 9. Het sturingscomité voorziet zich van een coördinatiefunctie en wijst de persoon (personen) aan die met die functie belast wordt (worden), hierna "de coördinator" genoemd.

De coördinator vervult de volgende opdrachten :

1° de uitwerking en de tenuitvoerlegging van het actieplan;

2° de tenuitvoerlegging van de doelstellingen i.v.m. de opdrachten van het netwerk.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten.

Art. 10. Om de uitwisseling van de netwerkpraktijken te bevorderen, organiseert de Regering minstens één keer per jaar een overleg met de netwerken, waarvoor ze de coördinatoren uitnodigt.

Dat overleg heeft betrekking op de modaliteiten voor de vervulling van de opdrachten.

Het maakt het voorwerp uit van een oproeping die minstens vijftien dagen vooraf verzonden wordt.

De oproeping vermeldt de datum, het uur en de plaats van het overleg, de nodige aanhangsels voor de goede uitvoering van de werkzaamheden, alsook de mogelijkheid voor elk netwerk om er een complement aan toe te voegen.

De agenda wordt erin bepaald. Het gaat vergezeld van de notulen van het overige overleg indien het niet eerder is meegedeeld.

Afdeling 3. — Erkenning

Art. 11. Om de erkenning te verkrijgen legt de inrichtende macht van het netwerk een actieplan over waarvan de tenuitvoerlegging uitvoerig beschreven wordt overeenkomstig de opdrachten en verbindt ze zich ertoe het institutioneel overleg overeenkomstig afdeling 1 ten gunste van haar leden te organiseren.

Art. 12. De erkenningsaanvraag bevat :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de melding van de zorgzone waarin het haar activiteit uitoefent;
- 3° het actieplan van het door het sturingscomité goedgekeurde netwerk.

De inhoud van de erkenningsaanvraag en de modaliteiten voor de indiening en de behandeling ervan worden door de Regering bepaald.

Art. 13. § 1. De erkenning wordt door de Regering voor onbepaalde duur verleend zodra vastgesteld wordt dat de normen nageleefd worden of dat de normen waaraan pas na het verkrijgen van de erkenning voldaan kan worden, het voorwerp zijn van een verbintenis waarbij de inrichtende macht belooft eraan te voldoen binnen een termijn die door de Regering bepaald wordt.

De verplichtingen die nagekomen moeten worden bij de aanvraag van de erkenning betreffen :

- a) de rechtsvorm van de inrichtende macht;
- b) de opmaking van het actieplan.

De verplichtingen die het voorwerp zijn van een verbintenis van de inrichtende macht zijn die betreffende de uitoefening van de opdrachten en de goede werking, alsook de bijwerking van het actieplan, waarop afdeling 2 van hoofdstuk II betrekking heeft.

§ 2. De erkenning kan altijd opgeschort of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van de bepalingen van dit decreet of van die vastgelegd overeenkomstig dit decreet.

Art. 14. De Regering bepaalt de procedures voor de toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning.

Art. 15. Elk netwerk beschikt over een erkenning in de vorm van een document dat de zorgzone specificeert waarin het zijn actie uitoefent.

Het actieplan maakt noodzakelijk deel uit van de erkenning.

Elke wijziging in het actieplan wordt door de Regering goedgekeurd volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 16. Het netwerk kan erkend worden ondanks het bestaan van diensten in de zorgzone ervan.

Afdeling 4. — Subsidies

Art. 17. Binnen de perken van de begrotingskredieten worden subsidies naar rato van het aantal inwoners van elke zorgzone toegekend, waarbij het minimumbedrag op 30.000 euro vastgelegd wordt.

HOOFDSTUK III. — De federaties

Afdeling 1. — Erkenning van de federaties

Art. 18. § 1. De Regering erkent minstens één federatie om de volgende opdrachten te vervullen :

- het overleg tussen haar leden met het oog op de bevordering en de ondersteuning van de kwaliteit van de activiteiten;
- de vertegenwoordiging van de netwerken en de diensten op collectieve wijze of, wanneer ze erom verzoeken, op individuele wijze;
- de ontwikkeling van uitwisselingen en gedachten onder haar leden en de deelneming in hun informatie en sensibilisering;
- het leggen van banden met andere federaties met hetzelfde voorwerp.

§ 2. De federatie die erkend wenst te worden is georganiseerd in de vorm van een vereniging zonder winsttoegmerk.

Ze verstrekt :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de lijst van haar leden;
- 3° het activiteitenprogramma met melding van de wijze waarop de in de vorige paragraaf vermelde opdrachten uitgevoerd zullen worden qua inhoud, doelstellingen, evaluatie van het halen van die doelstellingen in de vorm van indicatoren en begroting.

De erkenning duurt vier jaar. Ze is hernieuwbaar.

§ 3. Een oproep tot indiening van de erkenningsaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, samen met een formulier waarvan het model door de Regering bepaald wordt.

De Regering bericht ontvangst van de aanvragen binnen de termijn die zij bepaalt en maakt ze voor advies over aan de Vaste gezondheidscommissie ingesteld binnen de "Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse Raad voor Sociale Actie en Gezondheid).

Zodra de Regering het advies in ontvangst neemt, beschikt ze over een termijn van twee maanden om te beslissen.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing in geval van hernieuwing van de erkenning.

Het dossier dat voorgelegd wordt aan de Vaste gezondheidscommissie bedoeld in artikel 53 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt aangevuld met de evaluatie van de al dan niet gehaalde doelstellingen.

§ 4. De beslissing tot erkenning bevat het activiteitenprogramma dat de Regering voor de erkenningsperiode goedgekeurd heeft.

Dat programma kan in de loop van de erkenningsperiode gewijzigd worden krachtens een overeenkomst.

Afdeling 2. — Subsidies en evaluatie

Art. 19. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de erkende federaties subsidies waarvan het bedrag niet lager mag zijn dan 15.000 euro voor het geheel van de federaties.

Dat bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 2. De subsidies worden uiterlijk 1 maart van het boekjaar gestort in de vorm van een voorschot gelijk aan 80 % van het bedrag en het saldo na controle op het gebruik ervan.

Art. 20. Wanneer de federatie erkend is, onderwerpt ze zich aan de evaluatie die jaarlijks door de Regering georganiseerd wordt.

De evaluatie wordt onder het voorzitterschap van de Regering verricht op basis van het activiteitenrapport, waarvan een afschrift ter informatie aan het Parlement gericht wordt.

De modaliteiten betreffen :

- de evaluatie van de middelen aangewend voor de opdrachten en de inhoud van de uitgevoerde acties;
- het toetsen van de al dan niet gehaalde doelstellingen aan de indicatoren opgenomen in het activiteitenprogramma.

De toegekende subsidies dekken de personeels- en werkingsuitgaven, waarvan de aard door de Regering bepaald wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Zorg- en hulpverleningsdiensten gespecialiseerd in verslavingen*

Afdeling 1. — Opdrachten en werking

Art. 21. § 1. Behalve het onthaal en de informatieverstrekking, vervult de dienst op specifieke wijze en ten behoeve van de begunstigden minstens één van de volgende opdrachten :

- 1° de psychosociale begeleiding;
- 2° de psychotherapeutische en medische tenlasteneming;
- 3° de zorgverlening, waaronder minstens de vervangende zorgverlening, de ontwenningsskuren, de residentiële tenlasteneming en de tenlasteneming in het ziekenhuis;
- 4° de beperking van de risico's.

Die opdrachten worden uitgeoefend in het kader van het multidisciplinair overleg.

Het multidisciplinair overleg beoogt de evaluatie van de behoeften van de begunstigde, de evolutie ervan, de beschikbare hulpmiddelen binnen de dienst, in of buiten het netwerk om het meest geschikte antwoord te geven.

Het wordt gelijktijdig uitgeoefend in het kader van de dienst en van de relaties binnen het netwerk.

Het is het voorwerp van de instemming van de begunstigde, bij voorkeur schriftelijk en elk ogenblik herroepbaar.

De dienst zorgt in de vorm van een bijkomende opdracht en op verzoek voor de supervisie en de intervisie van het personeel van instellingen die deel uitmaken van het netwerk, indien het bestaat.

§ 2. De opdrachten worden op ambulante wijze uitgevoerd.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitoefening van de opdrachten bedoeld in § 1 van dit artikel met inachtneming van de therapeutische vrijheid en van de bescherming van de private levenssfeer.

Art. 22. § 1. De onthaal- en informatieopdracht bedoeld in artikel 21, § 1, wordt op efficiënte wijze georganiseerd zodat zo spoedig mogelijk ingespeeld kan worden op de aanvraag van elke begunstigde.

Ze bevat minstens :

- 1° de analyse de aanvraag;
- 2° desnoods, de oriëntering naar een andere dienst die voldoet aan de definitie van dit decreet, elke andere zorg- of hulpinstelling of elke vakmens, waarvan het antwoord beter past.

Ze wordt georganiseerd door de hulpmiddelen binnen het netwerk te verdelen.

Onder "hulpmiddelen" wordt verstaan de methodologische instrumenten voor de analyse of de informatiebronnen.

§ 2. Wanneer na onderzoek van de aanvraag blijkt dat binnen de zorgzone geen enkel antwoord met de aanvraag of met de vrije keuze van de begunstigde overeenstemt, wordt de aanvraag georiënteerd naar gelang van de kenmerken ervan of van de keuze van de begunstigde.

Art. 23. De psychosociale begeleidingsopdracht bedoeld in artikel 21, § 1, 1°, zorgt zolang het nodig is en met de toestemming van de begunstigde voor een geïndividualiseerde opvolging, in overleg met het geheel van de actoren van de zorg- en hulpverlening.

Zodra de begunstigde met het begeleidingsvoorstel heeft ingestemd, ongeacht of het gaat om een persoon die aan verslavingen lijdt of om zijn entourage, beoogt de in dit artikel bedoelde opdracht de organisatie van het antwoord, de verbetering van zijn toestand, zijn herstelling en psychosociale herinschakeling door hem gedurende zijn hele traject te begeleiden.

Art. 24. De opdracht betreffende de psychotherapeutische en medische tenlasteneming bedoeld in artikel 18, § 1, 2°, omvat de organisatie van de raadplegingen in het ambulante kader voor de begunstigden of, op zijn minst, de samenwerking met de leden van het netwerk voor de organisatie ervan.

Art. 25. De opdracht inzake risicovermindering bedoeld in artikel 21, § 1, 4°, is vervuld zodra de dienst activiteiten organiseert met het oog op de vermindering van de schade die aan het verbruik te wijten is en opdat de levens- en gezondheidskwaliteit van de begunstigde aan zijn keuzen zou beantwoorden.

Art. 26. Om de in artikel 21 bedoelde opdrachten uit te oefenen integreert de dienst zijn activiteiten in die van het netwerk van de zorgzone waarin hij zijn actie uitoefent.

Hij geeft zijn personeel de toestemming om deel te nemen aan supervisie- en intervisieactiviteiten met het oog op de verbetering van de praktijken.

Art. 27. § 1. De opdrachten van de dienst worden uitgeoefend in het kader van een actieplan dat op zijn minst de volgende gegevens bevat :

- 1° de omgeving van de dienst op territoriaal en institutioneel vlak;
- 2° de algemene organisatie van de dienst, uitvoerig omschreven voor elke opdracht;
- 3° de doelstellingen;
- 4° de acties die uit de doelstellingen voortvloeien;
- 5° de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren.

De indicatoren meten de afstand tussen de doelstelling en de ten uitvoer gelegde acties.

De inrichtende macht die de erkenningsaanvraag indient is verantwoordelijk voor de definitie van het actieplan en de tenuitvoerlegging ervan.

§ 2. De Regering bepaalt de minimuminhoud van het actieplan door er het volgende in op te nemen :

1° de organisatie van het antwoord en van de tenlasteneming, meer bepaald de definitie van het multidisciplinair overleg, en, indien de dienst geïntegreerd is in een instelling die andere activiteiten organiseert voor personen die begunstigen zouden kunnen worden, de verdeling van de taken onder het personeel van de dienst en het personeel gefinancierd op basis van andere bepalingen;

2° de communicatie, meer bepaald, enerzijds, de activiteiten die zorgen voor de zichtbaarheid van de actie van de dienst en, anderzijds, de communicatie van alle relevante informatie t.o.v. de activiteiten gevoerd tussen de dienst en de overige leden van het netwerk of t.o.v. het netwerk zelf;

3° de aangewende hulpmiddelen, ongeacht de aard ervan.

Afdeling 2. — Erkenning

Art. 28. De erkenning wordt verleend indien de dienst georganiseerd is door een overheid of een vereniging zonder winstoogmerk en zijn activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied uitoefent.

Art. 29. De erkenningsaanvraag wordt door de inrichtende macht van de dienst bij de Regering ingediend.

Het dossier bevat minstens :

- 1° de identificatie van de inrichtende macht;
- 2° de vermelding van de zorgzone waar ze haar activiteiten hoofdzakelijk wenst uit te oefenen;
- 3° de omvang van de bediende bevolking;
- 4° de vermelding van de opdrachten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt;
- 5° het actieplan van de dienst, uitvoerig omschreven naar gelang van de gevraagde opdrachten.

De Regering bepaalt de inhoud, de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van de erkenningsaanvraag.

Art. 30. De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur verleend zodra vastgesteld is dat de normen nageleefd worden of dat de normen die pas na het verkrijgen van de erkenning nageleefd kunnen worden het voorwerp van een verbintenis zijn waarbij de inrichtende macht belooft eraan te voldoen binnen een termijn die door de Regering bepaald wordt.

De verplichtingen die nagekomen moeten worden bij de aanvraag van de erkenning betreffen :

- de rechtsvorm van de inrichtende macht;
- het opmaken van het actieplan.

De verplichtingen die het voorwerp zijn van een verbintenis van de inrichtende macht betreffen de uitoefening van de opdrachten en de werking bedoeld in afdeling 1 van dit besluit.

Art. 31. Elke dienst beschikt over een erkenning in de vorm van een document met de opdrachten waarvoor ze verleend wordt, de bediende bevolking, de plaats van de activiteiten en de zorgzone waarin hij zijn actie hoofdzakelijk inschrijft.

De erkenning van het geheel of van een gedeelte van de activiteiten van de dienst kan altijd opgeschort of ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen.

Art. 32. De procedures tot toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning worden door de Regering vastgelegd.

Art. 33. § 1. De dienst kan erkend worden ondanks het bestaan van een netwerk in zijn zorgzone.

§ 2. Bij gebrek aan netwerk kan het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg voor het grondgebied waarvan de zorgzone ingeschreven is, een erkenning verkrijgen onder dezelfde voorwaarden als een netwerk en zolang geen netwerk erkend is.

In dat geval worden de praktische modaliteiten tot overdracht van activiteiten van het overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg aan het netwerk in een overeenkomst vastgelegd.

§ 3. Wanneer er geen aanvraag tot erkenning als netwerk is ingediend en twee diensten binnen dezelfde zorgzone erkend worden, beschikken die over een termijn van twee jaar, die ingaat op de datum waarop de meest recente erkenning is verleend, om een netwerk aan te leggen of om zich te integreren in het netwerk ingesteld overeenkomstig de vorige paragraaf.

In geval van mislukking verliezen de diensten hun erkenning na afloop van die termijn.

§ 4. Indien de terreinactoren, ongeacht wie het zijn, netwerk noch dienst in een zorgzone organiseren, is de Regering bevoegd om die organisatie toe te vertrouwen aan een andere aangrenzende zorgzone die al ingesteld is en die daarom verzoekt, voor zover het gaat om een zorgzone ingeschreven op het grondgebied van hetzelfde overlegplatform inzake geestelijke gezondheidszorg.

§ 5. Wanneer de zorgzone een stad van meer dan hondervijftigduizend inwoners telt en dat die stad geen enkel initiatief genomen heeft om het netwerk na afloop van een periode van twee jaar aan te leggen, worden de erkende diensten bij voorafgaande beslissing van de Regering ertoe gemachtigd een netwerk aan te leggen met het oog op de erkenning ervan.

Afdeling 3. — Subsidies

Art. 34. De Regering verleent subsidies aan de erkende diensten binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen.

De erkende dienst geniet de toekenning van subsidies voor de zorgzone waarin hij zijn activiteit als hoofdactiviteit uitoefent.

Art. 35. De subsidies worden berekend op grond van het aantal inwoners van de zorgzone en het bedrag ervan mag voor het geheel van de binnen de zorgzone erkende diensten niet lager zijn dan 125.000 euro per begrotingsjaar.

De Regering bestemt het bedrag voor elke erkende dienst op basis van activiteitenindicatoren die hij bepaalt naar gelang van de uitgeoefende opdrachten, de modaliteiten voor de uitoefening ervan, het boekjaar ervan en de omvang van de bevolking bediend door elke dienst erkend overeenkomstig het actieplan.

De activiteitenindicatoren hebben minstens betrekking op het aantal individuele tenlastenemingen, de aard hiervan op basis van artikel 5, § 1, 3°, de duur en de periodiciteit van de interventies in het kader van de tenlasteneming.

Ze worden door de Regering nader bepaald na overleg overeenkomstig artikel 10, binnen een termijn van twee jaar, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, en treden in werking op 1 januari van het boekjaar na de definitie ervan.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen gemeen aan de zorg- en hulpnetwerken en zorg- en hulpdiensten gespecialiseerd in verslavingen

Afdeling 1. — Betaling van de subsidies, controle erop en boekhouding

Art. 36. De erkende netwerken en diensten gebruiken hun subsidies om de personeelsuitgaven en werkingskosten van het boekjaar te dekken.

De eventuele investeringen zijn het voorwerp van een afschrijving volgens de regels die de Regering bepaalt.

Het boekjaar is de periode tussen 1 januari en 31 december.

De Regering bepaalt de procedures en termijnen voor de rechtvaardiging van de subsidie, alsook de aard van de toelaatbare uitgaven.

Art. 37. De subsidies worden betaald als volgt :

1° een voorschot van 80 %, uiterlijk 1 maart van het boekjaar waarvoor ze toegekend worden;

2° het saldo, na controle op het gebruik van de subsidie, in de loop van het volgende boekjaar.

Het onderzoek naar de rechtvaardiging van het gebruik van de subsidie schort de storting van het volgende voorschot niet op, behalve wanneer het netwerk of de dienst de desbetreffende documenten niet heeft overgelegd volgens de procedures of binnen de termijnen bepaald door de Regering.

Art. 38. De subsidies worden geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

De indexeringen die in de loop van het boekjaar plaatsvinden worden in aanmerking genomen bij de betaling van het saldo van de subsidie.

Art. 39. De erkende netwerken of diensten die hun recht op subsidies laat gelden houden boeken met, per boekjaar, de financiële resultaten van hun beheer en maken de boekhoudkundige en financiële gegevens aan de Regering over op de wijze en binnen de termijn die zij bepaalt.

De Regering bepaalt het boekhoudplan dat toepasselijk is op de federatie, de netwerken en de diensten.

Afdeling 2. — Evaluatie en controle

Art. 40. De kwalitatieve evaluatie van de erkende netwerken en diensten en de administratieve en financiële controle erop worden verricht door de ambtenaren en personeelsleden die de Regering aanwijst.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het netwerk of van de dienst en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht.

Art. 41. Wanneer het netwerk of de dienst erkend is, onderwerpt het/hij zich aan de evaluatie die door de Regering georganiseerd wordt.

De modaliteiten en de periodiciteit van de evaluatie worden door de Regering bepaald op basis van het actieplan en van de naleving van de bepalingen aangenomen bij of overeenkomstig dit decreet, waarbij de periodiciteit minstens twee jaar bedraagt.

Art. 42. In geval van ongunstige evaluatie kan de Regering de erkenning opschorten of intrekken.

De opschorting van de erkenning heeft de opschorting van de storting van de subsidies tot gevolg.

De evaluatie wordt als ongunstig beschouwd als de inrichtende macht het actieplan bewust niet ten uitvoer heeft gelegd alhoewel zij zich daartoe verbonden had of de bij of krachtens dit decreet opgelegde normen niet in acht heeft genomen in het kader van de toepassing van het actieplan.

Art. 43. Bij niet-inachtneming van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen genomen ter uitvoering ervan, geeft de Regering het netwerk of de dienst kennis van de vastgestelde nalatigheden en bepaalt ze een termijn waarin orde op zaken gesteld moet worden.

Indien het netwerk of de dienst na afloop van die termijn geen gevolg aan de kennisgeving heeft gegeven, wordt hem een voorstel tot opschorting of tot intrekking van de erkenning gericht via elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent.

Art. 44. § 1. De dienst of het netwerk bezorgt de Regering jaarlijks na afloop van het boekjaar een activiteitenrapport waarvan de inhoud berust op het actieplan en op de uitvoering ervan.

Dat rapport wordt desgevallend aangevuld met een bijwerking van het actieplan.

De Regering maakt, uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van dit decreet, een model van activiteitenrapport op in het kader van het overleg bedoeld in artikel 10 van dit decreet.

Indien na afloop van die periode geen overleg tot een resultaat geleid heeft, is de "le Gouvernement est habilité à définir le contenu du rapport d'activités" is de Regering bevoegd om de inhoud van het activiteitenrapport te bepalen.

§ 2. De periodiciteit kan door de Regering voor het geheel of voor een gedeelte van het activiteitenrapport herzien worden op grond van een evaluatie van de relevantie ervan, die zij initieert.

§ 3. De Regering bepaalt de termijn en de modaliteiten voor de overlegging van het activiteitenrapport aan haar Diensten.

Afdeling 3. — Inzameling van sociaal-epidemiologische gegevens

Art. 45. § 1. Om zijn opdrachten uit te oefenen zorgt het netwerk in overleg met zijn leden voor de organisatie van de inzameling van de sociaal-epidemiologische gegevens over de begunstigden.

Die inzameling heeft de volgende doelstellingen :

a) het opmaken van het profiel van de bevolking die het bedient en, op basis van die gegevens, de oriëntering van het actieplan van het netwerk en van die van zijn leden;

b) de bevoorrading van de onderzoeken en analyses voor het gezamenlijke franse taalgebied;

c) de nakoming van de verplichtingen van het Waalse Gewest jegens de andere overheden.

De ingezamelde gegevens worden anoniem gemaakt volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Op grond van die gegevens kan minstens het volgende vastgesteld worden : de sociologische kenmerken van de ten laste genomen bevolking, de toegankelijkheid van de plaats van de activiteiten, het traject en het zorg- en hulpverleningsnetwerk van de begunstigde, de aard van de verslavingen tegengekomen binnen de doelgroep waarvan de begunstigde deel uitmaken en de prevalentie ervan, i.v.m. voornoemde gegevens.

De Regering bepaalt de minimumlijst van de gegevens die ingezameld worden, de nadere modaliteiten voor de registratie, de bewaring en de mededeling van de gegevens in het kader van het overleg gepleegd overeenkomstig artikel 10.

§ 2. Wanneer de resultaten van de onderzoeken en analyses van de gegevens gekend zijn, organiseert de Regering in de meest gepaste vorm een informatieverstrekking aan de netwerken en diensten om de kwaliteit van de inzameling te verbeteren, om ze in staat te stellen zich te situeren t.o.v. het geheel van de netwerken en diensten erkend in het Franse taalgebied en om de uitoefening van hun opdrachten beter te oriënteren.

HOOFDSTUK VI. — Begunstigden

Art. 46. De erkende dienst is verplicht elke aanvraag te aanvaarden, zonder voorafgaande voorwaarde van aansluiting tot een structuur of, indien hij georganiseerd is door een inrichtende macht die andere dienstverstrekkingen aanbiedt, zonder voorwaarde van uitsluitend beroep op zijn diensten, met inachtneming van de vrije keuze van de begunstigde.

Art. 47. Bij het onthaal ontvangt de begunstigde een informatiedocument met :

1° de methodologie van de erkende dienst waarop hij een beroep doet;

2° elk gegeven dat nuttig is voor zijn tenlasteneming en voor zijn deelneming hieraan;

3° de kost die eventueel door de begunstigde gedragen wordt;

4° de melding van de erkenning verleend door de Regering.

De minimuminhoud van het informatiedocument wordt nader bepaald door de Regering.

Art. 48. De begunstigde wordt betrokken bij elke beslissing die hem betreft.

Art. 49. § 1. Voor elke tenlasteneming wordt een individueel dossier aangelegd met de gegevens die daarvoor nuttig zijn en de continuïteit van de zorgverlening, met inachtneming van de deontologische regels en met die inzake bescherming van de private levensfeer.

De minimuminhoud van het individuele dossier wordt nader bepaald door de Regering.

Onverminderd andere wetsbepalingen, worden de individuele dossiers minstens vijf jaar na afsluiting ervan bewaard onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht of van de persoon die zij daartoe aanwijst.

§ 2. Onverminderd andere bepalingen mag de begunstigde op verzoek zijn individueel dossier inkijken en kan hij een dienstenverstrekker die niet deel uitmaakt van de dienst of elke andere vertrouwenspersoon aanwijzen om er inzage van te nemen.

Art. 50. § 1. De dienst vordert van de begunstigde of, in voorkomend geval, van diens wettelijke vertegenwoordigers of rechtsreeks van de betrokken instellingen, de honoraria of financiële bijdragen die hen krachtens wetten of verordeningen worden opgelegd.

Er kan gratis geraadpleegd worden op basis van een huishoudelijk reglement waarin de desbetreffende modaliteiten vastliggen.

Het huishoudelijk reglement, alsook elke wijziging die erin aangebracht wordt, worden aan de Regering overgemaakt volgens de modaliteiten en binnen de termijnen die zij bepaalt.

§ 2. Voor de verstrekkingen bepaald bij de wet van 9 augustus 1963, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt de financiële bijdrage van de verzekering gevorderd, hetzij op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, hetzij op basis van het forfaitaire bedrag bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van bovenbedoelde wet.

Wanneer de financiële bijdrage van de verzekering op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging wordt gevorderd, wordt geen persoonlijke bijdrage van de verzekerde begunstigde of van diens wettelijke vertegenwoordiger geëist, behalve die bedoeld in artikel 37 van genoemde wet.

Bij gebrek aan de financiële bijdrage van de verzekering, wordt de persoonlijke bijdrage van de begunstigde vastgesteld op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging.

Art. 51. De dienst vordert een financiële bijdrage voor de verstrekkingen van het niet medisch personeel, met inachtneming van de modaliteiten en van een maximumtarief die door de Regering bepaald worden.

Dat tarief wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

Art. 52. De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden aangeplakt in de lokalen van de dienst en verschijnen in de informatiebladen die hij publiceert.

HOOFDSTUK VII. — *Kadaster van het aanbod inzake verslavingen en informatieverstrekking aan het publiek*

Art. 53. De Regering maakt om de twee jaar een syntheserapport bekend waarin sprake is van het aanbod van de diensten en netwerken en van de wijze waarop dat aanbod zich ontwikkeld heeft.

De diensten en netwerken worden op gepaste wijze volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten in kennis gesteld van het syntheserapport, "kadaster van het aanbod inzake verslavingen" genoemd.

Het kadaster van het aanbod inzake verslavingen wordt door de Regering aan het Parlement overgemaakt.

Art. 54. De Regering legt de lijst van de erkende netwerken en diensten ter inzage van het publiek, algemeen of beroepsmatig beschouwd, met voor elk van hen het interventiegebied en de definitie van het aanbod in de meest gepaste vorm.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 55. § 1. Het netwerk of de dienst erkend krachtens het decreet van 27 november 2003 dient een nieuwe erkenningsaanvraag in binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

De aanvraag moet binnen die periode met het actieplan aangevuld worden

Zoniet wordt het netwerk of de dienst niet meer erkend na afloop van voornoemde periode van zes maanden.

§ 2. Zodra zijn erkenningsaanvraag is ingediend, beschikt het netwerk of de dienst over een tijdelijke erkenning van zes maanden in de loop waarvan hij zich in overeenstemming brengt met de normen bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 2, en in hoofdstuk IV, afdeling 1.

De Regering beschikt over een termijn van zes maanden om de erkenningsaanvragen te onderzoeken.

Bij gebrek aan beslissing na afloop van die termijn, blijven de betrokken inrichtende machten recht hebben op de subsidies die voor personeels- en werkingskosten toegekend worden op basis van het decreet van 27 november 2003 totdat over hun aanvraag beslist wordt.

§ 3. In afwachting van de definitie van de activiteitenindicatoren bedoeld in artikel 35, worden de subsidies verder toegekend op basis van het decreet van 27 november 2003.

§ 4. In afwijking van artikel 17 van dit decreet wordt het totaalbedrag van de aan de netwerken toegekende subsidies voor het eerste boekjaar waarop dit decreet van toepassing is, beperkt tot het totaalbedrag dat de netwerken ontvangen zouden hebben indien alle op 31 december van het jaar voor de inwerkingtreding van dit decreet op basis van het decreet van 27 november 2003 erkend en gesubsidieerd werden.

Art. 56. Het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen wordt opgeheven.

Art. 57. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum, uiterlijk 1 januari 2010.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 976 (2008-2009). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009

Bespreking - Stemmingen.